

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Géopolitique et stratégie

N° 558 du 12.11.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré a part

Silvia Cattori : Le lent génocide de Gaza.

Gaza : Aïd sous le blocus

1 Analyse - **Géopolitique et stratégie** – Réflexion.

1-1 Gershon Baskin : La terre de la promesse.

1-2 Jeffrey Blankfort : Israël est la menace la plus immédiate au futur de notre planète.

1-3 Myriam Abraham : Pour survivre Israël a besoin d'être perpétuellement en guerre a l'intérieur comme a l'extérieur : « Ein Brecha » – Pas le choix.

1-4 Uri Misgav : La marche folle d'Israël, les implantations.

1-5 Akiva Eldar : Une "construction modérée" dans les colonies, ça n'existe pas.

2 Courrier des lecteurs & **Trouvé sur le net** & Témoignage

2-1 La famille de Rachel Corrie n'ont pas pu voir l'accusé. _

2-2 Qui veut la peau de notre solidarité ?

2-3 BDS : Action à la Gandhienne .

1 Chérif Boudelal : La Révolution à la Gandhienne des BDS en marche et ne s'arrêtera pas !

2 Myriam De Ly : Arrestation et détention arbitraire dans **le cadre d'une vaste opération policière** au marché de Châtelineau.

3 Sakina se pourvoit en cassation après un jugement inique du tribunal de Bordeaux.

4 Lettre à Bernard Kouchner

10 Histoire

9-1 Si la Palestine m'était contée.

Tiré a part

Silvia Cattori : Le lent génocide de Gaza.

Dans le témoignage que nous vous livrons ici, un Palestinien de 49 ans (*) résidant au nord-est de Gaza porte un regard lucide et amer sur les privations de toutes sortes endurées par son peuple, ainsi que sur la nature des aides parvenues à Gaza. Sa critique de la prolifération de programmes d'aide financés par des fonds étatiques, et par des ONG qui n'ont de « non gouvernemental » que le nom, nous indique que ce qui soulage notre mauvaise conscience peut aussi se révéler inadéquat, voire blessant.

9 novembre 2010 |

Question : *Pressé par les États-Unis, après le massacre en mer qui a coûté la vie à 9 citoyens turcs en mai 2010, Israël a annoncé qu'il allait laisser entrer nombre de produits à Gaza. Comment cela s'est-il traduit dans les faits ?*

Réponse : Le passage commercial de Kerem Shalom, par où les Israéliens autorisent les camions à entrer à Gaza, n'est ouvert que de manière épisodique. Ils l'ouvrent un jour ; ils le referment d'autres jours. Et quand ils l'ouvrent, ils ne laissent passer qu'un nombre limité de camions par jour. Du fait de ces restrictions continues, les quantités que les camions peuvent transporter sont insuffisantes [1]. Sur certains produits de base il y a pénurie, ce qui fait flamber les prix. Les gens sans revenu n'ont pas de quoi les payer. Les matériaux pour la reconstruction, comme le ciment, sont toujours interdits.

Question : *Comment réagissez-vous à ces restrictions ?*

Réponse : Nous attendons tout le temps qu'ils ouvrent les frontières, mais cela n'arrive jamais. Sans aucune liberté de mouvement, nous ne pouvons rien faire. Notre enfermement n'a pas commencé en 2007, comme il est dit couramment. Nous n'avons jamais connu la liberté. Nous [les Palestiniens ordinaires qui n'ont pas accès aux permis VIP - ndr] vivons emprisonnés, à des degrés divers, non seulement à Gaza mais aussi en Cisjordanie. L'enfermement s'est accentué considérablement depuis 2000. Il s'est aggravé en 2005 quand les colons sont partis de Gaza. Il est devenu total en 2007, après la tentative de coup d'État par les forces du Fatah fidèles à Mahmoud Abbas [ce coup d'État raté devait renverser les autorités du Hamas - ndr].

Notre liberté de parole a toujours été très limitée. À Gaza - mais aussi en Cisjordanie - critiquer les autorités, peut conduire en prison. Aujourd'hui, où les autorités du Hamas sont assiégées et sous la menace des drones de l'armée israélienne, cela n'arrange pas les choses ; celui qui critique leur politique peut se voir interpellé par les agents de sécurité, soupçonné de travailler pour les gens qui collaborent avec l'ennemi.

Question : *À Gaza, comme en Cisjordanie sous l'Autorité Palestinienne de Ramallah, les gens ne parlent pas librement ?*

Réponse : C'était déjà ainsi du temps de Yasser Arafat. La situation serait sans doute moins étouffante aujourd'hui pour les Palestiniens s'ils ne vivaient pas sous une double menace. La menace d'Israël et la menace des éléments qui s'associent à l'ennemi pour revenir au pouvoir. Mais si nous comprenons que les autorités du Hamas doivent assurer la sécurité, je crois que cela ne doit pas se faire en bâillant toute critique. La propagande des Autorités de Ramallah est très active. Récemment, elles ont accusé le Hamas de pourchasser des membres du Fatah à Gaza ; elles ont présenté l'arrestation d'un homme, au nom totalement inconnu à Gaza, comme étant celle d'un chef du Fatah. Ce n'est pas la première fois que l'arrestation d'un trafiquant d'armes ou de drogue est présentée comme une affaire politique.

Question : *Toutes ces restrictions doivent être terriblement frustrantes ?*

Réponse : Il y a ici mille occasions d'être frustrés. Elles viennent parfois de ceux qui veulent nous aider. D'ONG qui prolifèrent et lancent des programmes contre-productifs et qui heurtent nos traditions, qui abusent de notre faiblesse, qui nous maintiennent dans une situation d'infériorité. Je m'interroge sur la valeur de nombre de projets dont l'objectif à long terme semble être de nous façonner à une certaine idéologie. Il y a de quoi se poser des questions sur des organismes humanitaires dont l'activité se concentre sur des projets qui permettent de pénétrer les foyers, partant, de mener un travail de fond sur chaque individu. Je pense que cela échappe au contrôle du Hamas.

Question : *Une ONG peut s'installer sans autres ? Quelle ONG chercherait en particulier, à vous « façonner » ?*

Réponse : Après l'agression israélienne de 2008-2009, c'était un tel désastre ! De nombreuses ONG se sont ruées sur Gaza.

Au départ les agences arrivent en apportant des médicaments, de la nourriture ; puis leur aide se transforme en programmes pour encadrer et orienter psychologiquement et culturellement les jeunes et les femmes. Il ya des groupes dont les membres, sous couvert d'aide humanitaire, semblent faire du renseignement [2].

L'activité d'une ONG comme *Mercy Corps* [3] par exemple, s'est beaucoup développée depuis la Nakba de 2009. Cette ONG avait commencé à s'implanter en 2005, l'année où Israël a retiré ses colons de Gaza. Mais depuis 2009, elle s'est installée de manière plus massive, d'abord en apportant de la nourriture et des médicaments. Des grosses ONG d'aide médicale financent, dans des hôtels, des séminaires qui sont perçus comme de la simple distraction.

Il y a une tendance à nous considérer comme des « sous-développés ». On ne prend pas en compte le fait que les gens ici sont bien formés, bien éduqués. Nous n'avons pas besoin d'experts, d'expatriés ; nous sommes capables de gérer des projets utiles pour notre peuple si on nous donne les moyens matériels de les réaliser. On a vu passer assez d'experts envoyés par les États, l'ONU, etc, et sans résultat.

C'est quand il y a des massacres, des centaines de corps déchiquetés, que les humanitaires de ces ONG seraient attendus et utiles [4]. Nous pouvons fort heureusement compter sur le dévouement et le courage de notre personnel médical.

Question : *Qu'en est-il de la qualité de l'eau maintenant ?*

Réponse : L'eau contaminée demeure notre grande préoccupation. Elle est toujours imbuvable, et nous devons malgré tout la boire. Les gens qui n'ont pas les moyens d'acheter une eau potable, sont de plus en plus effrayés de devoir boire et cuisiner avec cette eau. Une eau saumâtre, très salée.

Question : *Les convois et flottilles qui, depuis 2008, cherchent à aider la population de Gaza vous aident-elles dans ce contexte cauchemardesque à garder le moral et un peu d'espoir ?*

Réponse : Le soutien extérieur est très important. L'action de ces gens qui se mobilisent pour Gaza signale à Israël que nous ne sommes pas seuls et qu'il devra tôt ou tard rendre des comptes. Israël fait tout pour torpiller l'aide matérielle. L'argent engagé est à chaque fois perdu. J'aimerais dire aux gens qui veulent venir ici, de venir sans rien apporter. Il y a eu des stocks de médicaments et de nourriture bloqués sur la route, qui ont du être jetés car ils étaient avariés. Au lieu de nous apporter des choses inutiles, les gens peuvent apporter de l'argent, le donner à des municipalités. Cela peut servir à financer des projets utiles à toute la collectivité. Notamment pour rendre l'eau potable.

Silvia Cattori

Gaza : Aïd sous le blocus

Deux jours juste avant l'Aïd pour les Gazaouis

Depuis le blocus mortel imposé par Israël en 2006, les habitants de Gaza tentent de s'organiser au quotidien. Coupures d'électricité, manque d'équipement hospitalier, produits de première nécessité inabondables...

Nos reporters ont partagé le quotidien des Gazaouis.

À Gaza, malgré tout la vie continue sous le blocus. La plupart des Gazaouis que je rencontre disent la même chose : "On s'est habitué ". L'habitude comme une résilience, comme une thérapie collective.

Coincés entre la situation dure dans la quelle nous vivons et la politique ultra-sécuritaire d'Israël, les Gazaouis n'ont pas d'échappatoire. Alors à Gaza-Ville et dans les marchés, c'est les jours Aïd qui monopolisent les conversations. La fête d'Al Aïd permet aux Palestiniens de Gaza d'oublier les difficultés de la vie quotidienne pour un temps.

En descendant dans le souk de Gaza nous remarquons la tristesse et le désespoir sur les visages des gens qui essaient de les cacher en faisant semblant que c'est la fatigue mais pour eux il n'y a pas assez de vente, pas de clients, 18% de travail en moins qu'avant d'après les commerçants.

La vie est très dure pour les boulangers (pâtisseries) qui veulent travailler pour mettre de l'argent de côté pour l'année car ils sont restés plus de 10 mois sans un véritable travail.

Concernant les bouchers c'est la période la plus exécrable de l'année car les gens ne peuvent plus acheter de la viande pour faire les Audhia (les sacrifices) cela leur coûte énormément cher.

Les gens veulent bien faire des sacrifices mais leurs moyens financier ne permettent même pas d'acheter de la viande et cela gêne énormément les gens qui le font habituellement.

La question que tout le monde se pose est combien de temps cela va-t'il encore durer ?

Nasser Elsayyed

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1-1 Gershon Baskin : La terre de la promesse.

[Vous êtes en passe de faire perdre patience à Barack Obama et son gouvernement, lançait il y a quelques jours Gershon Baskin à Mahmoud Abbas comme à Benjamin Netanyahu –

Nous étions à la veille des élections américaines, et nul ne sait vraiment à l'heure actuelle si le gouvernement américain va désormais faire profil bas sur le Moyen-Orient ou, au contraire, adopter des positions d'autant plus fortes à l'international que ses mesures sociales seront freinées à l'intérieur.

"Il faut à nos peuples des dirigeants qui comprennent qu'ils ne seront pas jugés sur la longueur du sursis face à l'inévitable, mais sur leur diligence à résoudre le conflit", poursuivait-il, et cette suggestion ne s'adresse là qu'à eux.

Le président Barack Obama et le gouvernement américain perdent patience à force de devoir composer avec de mesquines chamailleries israélo-palestiniennes sur des points de procédure. C'est ce que nous dit l'éditorialiste du *New York Times* Thomas Friedman, [triple] lauréat du Pulitzer. Son conseil : le Premier ministre Benjamin Netanyahu devrait accéder à la requête américaine de prolonger de soixante jours le moratoire de la construction dans les colonies, en modique contrepartie de la nature du soutien accordé à Israël par les États-Unis.

Peut-être a-t-on même fait remarquer à Netanyahu que Friedman joue au golf avec Obama, et sait généralement ce dont il parle quand il donne une indication quant à ses attentes. Regardons les choses en face, le problème du développement des colonies, comme le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, l'a dit [au journal télévisé] *Mabat* (1), était l'œuvre des Américains. À son arrivée au pouvoir, Obama insista pour qu'Israël gèle toute construction dans les implantations, à quoi Abbas répondit : "Comment peut-on s'attendre à ce que je me contente de moins ?" Il ne s'agit pas là de sous-estimer l'exigence d'un gel des implantations ; les Palestiniens ont assisté à des négociations en cours tandis que le territoire discuté se réduisait à en être méconnaissable. Il est clair qu'Israël ne peut être sérieux quant à des pourparlers de paix tout en persistant à construire sur une terre qui fera peut-être partie d'un État palestinien.

Le président George W. Bush avait posé la même demande, et l'avait même inscrite dans la Feuille de Route, mais j'imagine que nul ne l'avait vraiment pris au sérieux puisque, après le sommet d'Annapolis en novembre 2007, les négociations bilatérales directes prirent leur plein essor et se poursuivirent jusqu'à la fin du gouvernement d'Ehud Olmert. Israël ne cessa pas un seul jour de construire.

ALORS, QUELLES PERSPECTIVES maintenant ? Soit Netanyahu accède à la demande/exigence américaine, soit c'est Abbas qui renonce, ou les États-Unis pourraient bien leur dire à tous deux : "Vous avez notre numéro ; appelez-nous quand vous serez sérieux." Pour le moment, les Palestiniens examinent diverses mesures unilatérales. Israël s'affaire à agiter les menaces de son propre arsenal de mesures unilatérales. Le gouvernement américain continue de chercher une formule magique pour ramener les deux parties à la table de négociation.

Je suppose que si Netanyahu et Abbas avaient la moindre confiance en leur capacité à parvenir à un accord véritable, ils trouveraient leur propre moyen de revenir à la table de négociation. Mais il semble qu'aucun des deux ne croie en la possibilité d'un accord, alors pourquoi mettre leurs carrières politiques en danger ? La paix devrait leur importer un peu plus qu'au président des États-Unis. Les raisons de cette absence d'efforts sur le terrain pour faire avancer le processus sont incompréhensibles, sachant que ni Israël ni la Palestine n'ont aucune option stratégique pour le maintien de leur existence nationale en dehors de la paix. Qu'est-ce qui empêche Netanyahu de faire à Abbas une offre qu'il ne pourrait refuser, ou vice-versa ? Peut-être qu'un grand "point final aux conflits et revendications" serait trop espérer – mais pourquoi Netanyahu ne peut-il présenter à Abbas une carte montrant quelles zones au sein des frontières du 4 juin 1967 (2) Israël est prêt à donner en échange des blocs d'implantations qu'il souhaite annexer ? Cela montrerait un sérieux dont on pourrait difficilement faire fi.

Où pourquoi Abbas ne peut-il présenter une carte montrant quelles zones les Palestiniens sont prêts à laisser Israël annexer – Abbas sait certainement que Ramat-Eshkol, Ha-Guiva ha-Tzarfatith [la "Colline française"] Guilo, Efrat et d'autres blocs d'implantations ne feront jamais partie d'un État palestinien. Pourquoi ne dit-il pas à Netanyahu : "Nous comprenons que ces zones vont faire partie d'Israël – Qu'êtes-vous prêt à nous donner en échange ? Qu'est-ce qui empêche Netanyahu de soumettre un plan de sécurité cohérent joint à un plan de retrait des Territoires permettant la naissance de l'État palestinien ? Pourquoi Abbas ne peut-il dire à Netanyahu qu'une fois l'État palestinien fondé et l'occupation finie, une fois les droits de la minorité nationale palestinienne garantis au sein d'Israël et une solution trouvée d'un commun accord à la question des réfugiés, la Palestine reconnaîtra Israël comme l'État nation juif ? Qu'est-ce qui empêche Netanyahu de dire à Abbas qu'Israël est prêt à soutenir et parrainer la candidature palestinienne à l'entrée à l'ONU dans le cadre d'un accord plein et entier sur tous les points du statut définitif ? Pourquoi Netanyahu et Abbas ne peuvent-ils se mettre d'accord pour qu'Abbas appelle tous les chefs d'État de la Ligue Arabe à venir à son invite prier à la mosquée al-Aqsa (3) ? Pourquoi les deux dirigeants ne peuvent-ils convenir que, lorsque la paix se fera, chacune des nations aura son ambassade à Jérusalem, unie dans la paix et capitale des deux États. C'est la Terre promise. C'est aussi la terre des promesses, habitée par des peuples de grande promesse.

Les deux peuples continueront à ne récolter que souffrances s'ils échouent à faire la paix. Nous ne faisons pas une fleur à Obama en acceptant de négocier. Ce ne sera pas pour faire plaisir au reste du monde que nous accepterons de vivre en paix – dans deux États pour deux peuples. Certes, la paix servira les intérêts du monde et ceux des États-Unis, mais c'est aux peuples d'Israël et de Palestine qu'en reviendront les bénéfices majeurs. Aucune des deux sociétés ne réalisera jamais son vrai potentiel sans mettre fin au conflit. Aucun Premier ministre israélien ni aucun président palestinien ne pourra jamais générer la sécurité et la prospérité sans la paix.

Nos peuples ont besoin de dirigeants qui comprennent qu'ils ne seront pas jugés sur la longueur du sursis face à l'inévitable, mais sur leur diligence à résoudre le conflit. Quand ce sera chose faite, Abbas pourra tenir ses promesses de liberté, d'indépendance et d'affranchissement de l'occupation.

Netanyahu pourra tenir sa promesse de voir Israël au nombre des quinze premières nations en termes de développement économique et social. Israël et la Palestine se montreront capables de se surpasser et de proposer un modèle exemplaire de coopération entre d'anciens ennemis dans leur intérêt mutuel.

Notes

(1) *Mabat* ("Regard"), est le journal télévisé de la première chaîne israélienne. [NdIT].

(2) Les frontières d'Israël à la veille de la guerre des Six Jours, souvent désignées comme "la ligne verte". [idem].

(3) Al-Aqsa, la plus grande des mosquées de Jérusalem, fut construite au VIIe siècle sur le Mont du Temple/Esplanade des Mosquées – laquelle est considérée depuis cette époque comme le 3e lieu saint de l'islam, le Prophète étant dit y avoir entrepris son ascension vers le septième ciel. [idem].

Gershon Baskin

Gershon Baskin est, avec Hanna Siniora, l'un des deux directeurs exécutifs de l'Icpri, le Centre israélo-palestinien de recherche et d'information travaillant à proposer des solutions aux points en conflit entre les deux parties.

Gershon Baskin publie régulièrement une colonne dans le *Jerusalem Post*. T.A.]

The Jerusalem Post,
le 25 octobre 2010

Traduction : Tal pour La Paix Maintenant

PALESTINE REPORTAGE PHOTOS de Philip Poupin cliquer sur le lien : <http://www.philip-photos.com/photos-fr-palestine-5-0.html>

<http://www.youtube.com/watch?v=yknnNWOJlrk&feature=share> (pour les pressés -> à pd 2min43)

<http://www.jpost.com/Opinion/Columnists/Article.aspx?id=192761>

1-2 Jeffrey Blankfort : Israël est la menace la plus immédiate au futur de notre planète.

Kourosh Ziabari : Dans votre article : "Le lobby israélien et la gauche : des questions difficiles" vous explorez de manière approfondie la domination du lobby israélien sur l'administration américaine et vous citez des exemples convaincants de l'influence de riches sionistes sur les multinationales et sur les médias de la pensée dominante en Amérique. Ma question est la suivante : Quelle est la source de l'immense pouvoir et de l'immense richesse que les sionistes détiennent ? Comment les Juifs ont-ils pu développer un pouvoir d'influence et des capacités financières telles qu'ils sont désormais capables de cadrer, changer et modifier les composantes de la politique des USA ?

Jeffrey Blankfort : Cette question nécessiterait une réponse élaborée. Mais on peut dire qu'un segment important et bien organisé de la communauté juive s'est consacré, après la seconde guerre mondiale, à l'établissement et à la prospérité d'un état juif dans la Palestine historique dans lequel la vie et la subsistance des Palestiniens arabes autochtones n'avait aucune valeur.

Le fait que ce groupe ne représentait pas - et n'a jamais représenté - la majorité des Juifs américains a été largement compensé par l'ardeur de son militantisme au profit d'Israël dans tous les secteurs importants de la société américaine et à tous les niveaux de la vie politique de la nation. Son succès n'aurait pas été possible, cependant s'il n'y avait pas eu dans ses rangs un nombre important de riches hommes d'affaire juifs désireux de contribuer financièrement à acheter le soutien du Congrès américain ainsi que celui de pratiquement tout le corps législatif ou à intimider et faire taire les éventuels critiques d'Israël.

Bien avant la naissance des premiers sionistes, des banquiers et des capitalistes juifs s'étaient établis en Europe et aux USA, de sorte qu'il n'est pas surprenant que certains d'entre eux, à commencer par Lord Rothchild au début du siècle dernier, aient soutenu le projet sioniste. Aujourd'hui ils forment de loin le plus important groupe de donateurs privés des deux partis politiques.

Les médias, comme on peut s'y attendre, ont été une de leurs premières cibles, et on peut hélas constater chaque jour que des supporters avoués d'Israël qui ne sont pas nécessairement juifs, comme Rupert Murdoch, les contrôlent maintenant complètement.

Il n'y a aucun doute que le réseau de soutien d'Israël, qu'on appelle par euphémisme "lobby" a influencé de manière significative l'ensemble de la politique des USA au Moyen-Orient et a été un facteur déterminant de la gestion du conflit israélo-palestinien, cependant sa puissance a des limites. Certes, grâce à ses contacts à la Maison Blanche et au Pentagone, il a réussi à entraîner les USA dans la guerre d'Iraq, mais il n'est pas encore arrivé à convaincre Washington de bombarder l'Iran ni à obtenir le feu vert des USA pour bombarder les installations nucléaires iraniennes. Il est clair qu'il y a des éléments importants du Pentagone et des services secrets qui sont conscients qu'une attaque de l'Iran par les USA ou Israël provoquerait presque certainement une catastrophe globale.

KZ : Dans votre article vous faites allusion aux conflits et luttes entre Israël et l'Administration américaine des dernières dizaines d'années au cours desquelles les Présidents des USA, Richard Nixon en tête, ont essayé de contenir la politique d'expansion d'Israël et d'améliorer les conditions de vie des Palestiniens opprimés. En admettant que l'Administration ait vraiment tenté d'oeuvrer dans ce sens tout en répétant sans cesse son engagement à garantir la sécurité d'Israël, pourquoi alors ses efforts ont-ils échoué ?

Jeffrey Blankford : Aucun Président américain, j'en ai peur, ne s'est soucié des conditions de vie du peuple palestinien. Arrêter l'expansion d'Israël et obtenir que Tel Aviv se retire de tous les territoires qu'il avait conquis en 1967 était pour les Américains une mesure d'intérêt national.

Tous les efforts précédents ont échoué parce qu'aucun président n'a voulu payer le prix politique intérieur nécessaire pour forcer Israël à se retirer des territoires occupés d'autant plus qu'ils savaient que leurs efforts seraient contrecarrés par l'écrasante majorité des deux chambres du Congrès quelle que soit leur affiliation politique de même que par les médias qui sont aux mains des sionistes.

Le seul qui ait fait un effort sérieux dans ce sens et qui ait osé affronter le réseau sioniste et le Congrès a été Georges Bush Senior quand il a refusé de satisfaire la demande d'Israël de 10 milliards de prêts garantis en 1991 et de nouveau en 1992 mais même lui dut finalement céder.

KZ : Les Israéliens ont l'habitude de qualifier d'antisémites pour les diffamer et les vilipender ceux qui osent critiquer leur politique et leurs actes belliqueux et agressifs. Ils accusent tous ceux qui les critiquent d'être antisémites. Cela inquiète les faiseurs d'opinion et les politiciens et les décourage de parler d'Israël en termes négatifs. Y a-t-il un moyen de faire prendre conscience au public que l'étiquette antisémite n'est pas réhivitoire* et que critiquer Israël n'est pas de l'antisémitisme ?

Jeffrey Blankford : Les allégations "d'antisémitisme" brandies contre ceux qui critiquent Israël n'ont plus le poids qu'elle ont eues mais elles sont encore très efficaces particulièrement quand l'accusé est l'employé des médias dominants, comme nous l'avons vu dernièrement avec le cas d'Helen Thomas, d'Octavia Nasr et de Rick Sanchez et dans l'industrie du cinéma qui a été longtemps un bastion sioniste ayant été développée par des Juifs au 19ième siècle, bien qu'à l'époque aucun d'eux n'était sioniste.

Le pouvoir qu'a l'accusation d'antisémitisme de mettre les personnes publiques à genoux finira le jour où un assez grand nombre de personnalités américaines ne l'accepteront plus. Quand à dire quand cela arrivera, je n'en sais rien.

KZ : La Fédération des Scientifiques Américains a confirmé qu'Israël possédait jusqu'à 200 têtes nucléaires même si elles ne sont pas déclarées. Comme il n'a pas signé le Traité de Non Prolifération, Israël n'a jamais permis à l'IAEA de contrôler son arsenal nucléaire. Nous savons déjà ce qui est arrivé à Mordecai Vanunu qui a perdu sa liberté pour avoir dit la vérité. Que pensez-vous qui va arriver au programme nucléaire israélien ? Tel Aviv va-t-il continuer à bénéficier du privilège de ne pas avoir à rendre compte de ses actes ?

Jeffrey Blankford : Tant que le réseau de soutien du sionisme contrôle le Congrès, tant qu'aucun Président américain n'a pas le courage de simplement mentionner l'existence des armes nucléaires israéliennes et tant que les USA continuent de tenir les cordons de la bourse de l'ONU, Israël bénéficiera de l'impunité et de l'immunité. Si la direction des mouvements antinucléaires américains maintenant disparus comme "le mouvement pour la paix" n'avait pas été dominée par les sionistes, il y aurait peut-être eu un débat sur le sujet, mais comme elle l'était le sujet a été considéré tabou.

KZ : Parlons maintenant de l'Iran. L'Iran est décrite dans les médias étasuniennes d'une manière déformée et hypocrite. Beaucoup d'Américains qui n'avaient jamais entendu parler de l'Iran sont aujourd'hui confrontés à l'image horrible et terrifiante qu'en donnent les médias dominées par les sionistes. Ils n'ont aucune idée de ce qu'est la civilisation iranienne, ni de ce qu'ont de spécifique sa société et sa culture. Comment pourrait-on porter la vraie nature de l'Iran à la connaissance des Américains qui n'ont pas les moyens de la découvrir par eux-mêmes ?

Jeffrey Blankford : La plupart des Américains ne sont pas capables de trouver l'Iran ni quelque autre pays du Moyen Orient ni même n'importe quel pays du monde, sur une carte. Pour la plupart ils sont confrontés à ce qu'on pourrait appeler un "problème géographique" autant qu'historique. Il n'y a pas d'antidote à cela au monde et c'est la raison pour laquelle Washington peut se permettre de faire la guerre à des pays qui ne lui ont jamais fait aucun mal. Si les soldats étaient des appelés comme pendant la guerre du Vietnam, ni la guerre d'Iraq ni celle de l'Afghanistan n'auraient duré aussi longtemps et il y aurait une grande opposition à une attaque contre l'Iran. Quand Nixon a eu l'intelligence de supprimer la conscription des hommes de 18 ans au début des années 1970, cela a détruit l'épine dorsale du mouvement anti-guerre et c'est la raison pour laquelle Washington ne veut pas revenir à la conscription malgré la pression énorme résultant de la nécessité de maintenir une armée assez

nombreuse pour mener plusieurs guerres de front. Sans la crainte que leur jeunes de 18 ans ne soient appelés au combat, il n'y a pas de mouvements contre la guerre et c'est pourquoi il n'y a pas d'opposition à la guerre digne de ce nom aux USA à l'heure actuelle.

KZ : Beaucoup de gens dans le monde croient que la presse américaine est complètement libre et peut dire tout ce qu'elle veut sans que la moindre restriction ou censure ne lui soit imposée par l'Administration. On peut presque dire que le gouvernement américain ne se mêle pas directement de ce qui concerne les médias ; cependant on a l'impression qu'il y a une pression implicite sur les médias pour ne pas dépasser la ligne rouge et violer des lois non écrites comme l'interdiction de critiquer Israël. Pouvez-vous nous en dire plus ?

Jeffrey Blankford : Ce n'est pas le gouvernement qui empêche les critiques d'Israël de s'exprimer, c'est la peur des réactions qu'engendre toute critique sincère d'Israël que ce soit dans un article ou un dessin humoristique des médias même si le journaliste est juif. Il y a plusieurs organisations, dont les plus importantes sont la Anti-defamation League, CAMERA et HonestReporting, qui sont capables d'envoyer immédiatement un torrent d'emails et de lettres à l'éditeur d'un journal qu'ils jugent offensant et parfois même de se rendre dans les bureaux du journal en question pour s'assurer que les médias comprennent bien ce qu'ils peuvent écrire ou pas. Comme il n'y a pas de pression équivalente en faveur de la critique d'Israël, les médias préfèrent éviter l'affrontement. Il fut un temps où un certain nombre de journalistes des médias dominants écrivaient des articles critiques sur Israël sans avoir de problèmes. Mais c'était il y a 20 ans et ils ne sont plus là.

KZ : Voici ma dernière question : Comment voyez-vous l'avenir d'Israël ? Va-t-il continuer à déterminer la politique étrangère américaine et contrôler les politiciens américains ? Est-il capable de maintenir le blocus de Gaza ? Et finalement Israël parviendra-t-il à survivre politiquement ?

Jeffrey Blankford : Tant que les supporters d'Israël ou ses agents aux USA parviennent à contrôler le Congrès américain et à intimider tous les présidents en exercice, et tant que ces mêmes forces dominent les médias, il n'y aura pas de changement aux USA ni à Gaza. Bien que le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions se développe petit à petit aux USA, il n'y a pas l'intensité qu'il a ailleurs et ses cibles sont limitées à ce que les firmes américaines et Israéliennes produisent en Cisjordanie, aussi, si l'on veut être réaliste, il y a peu de chance que les USA exercent une pression déterminante sur Israël.

Ce que fait Israël, cependant, peut engendrer des changements qu'il est impossible de prévoir aujourd'hui. Après avoir été vaincu deux fois par le Hezbollah, les officiels israéliens ne cessent de menacer de déclarer une nouvelle guerre au Liban et comme les USA, l'Europe et l'ONU n'ont pas sanctionné leurs précédentes guerres au Liban, ils vont sûrement encore essayer.

A la différence des Palestiniens, les Libanais n'ont pas l'intention de se laisser faire et sont capables de rendre coup pour coup, comme les Israéliens en ont fait l'expérience quand les Libanais ont résisté à leur occupation et stoppé la Wehrmacht israélienne tant vantée en 2006. Si Israël attaquait l'Iran les répercussions seraient peut-être suffisantes pour entraîner Israël dans un processus qu'on pourra sans doute qualifier d'autodestructeur. Pour le moment, vu le soutien inconditionnel à tous ses crimes dont il bénéficie de la part des Américains et son arsenal de d'armes nucléaires, je considère Israël comme la menace la plus immédiate à l'avenir de la planète.

Pour consulter l'original : <http://dissidentvoice.org/2010/10/i...>

Note du traducteur :

* A la différence de la France qui s'est dotée de la loi Gayssot, ce qui permet les poursuites juridiques et augmente donc d'autant la capacité d'intimidation du lobby sioniste.

Jeffrey Blankfort

Jeffrey Blankfort est américain. Il est photographe, producteur d'émission de radio et analyste du Moyen Orient. C'est un militant pro-palestinien connu et ses articles ont été publiés dans beaucoup d'organes d'information progressistes.

Il offre des émissions sur KZYX à Mendocino et KPOO à San Francisco. Auparavant Blankfort a été le directeur de publication du Middle East Labor Bulletin et co-fondateur du Labor Committee of the Middle East. En février 2002, il a gagné un procès contre l'organisation sioniste Anti-Defamation League (ADL) qui avait espionné des citoyens américains qui critiquaient Israël et sa politique d'expansion.

Jeffrey a accepté de me donner un interview exclusif portant sur l'influence du lobby israélien sur les décideurs du gouvernement américain, le programme nucléaire illégal et secret d'Israël, le conflit Israélo-palestinien et la menace d'une attaque imminente d'Israël contre les installations nucléaires de l'Iran.

Blankfort ne craint pas de critiquer clairement le régime d'apartheid israélien et il croit qu'Israël est la menace la plus immédiate à l'avenir de la planète.

Kourosh Ziabari

Kourosh Ziabari est un reporter freelance et un correspondant de presse iranien.

Ses articles ont été publiés dans de nombreux médias et journaux comme le Tehran Times, Salem News, Palestine Think Tank, Press TV, Foreign Policy, Journal, Islam Online et Middle East Online. Il est membre de Llxcala translators Network for Linguistic Diversity.

Traduction : D. Muselet

28 octobre 2010

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Israel-est-la-menace-la-plus-immEDIATE-au-futur-de-notre-planete-Dissident-Voice.html>

<http://www.legrandsoir.info:80/Israel-est-la-menace-la-plus-immEDIATE-au-futur-de-notre-planete-Dissident-Voice.html>

1-3 Myriam Abraham : Pour survivre Israël a besoin d'être perpétuellement en guerre à l'intérieur comme à l'extérieur : « Ein Brecha » – Pas le choix.

La plus grande menace existentielle pour Israël c'est la Paix. Toute discussion portant sur le partage de territoire est vu comme une menace existentielle car elle suppose l'acceptation de droits égaux pour les Palestiniens, une menace pour l'idéologie sioniste basée sur la suprématie juive en Palestine occupée. Cette suprématie doit être démographique mais aussi historique.

La Palestine deviendrait légalement et définitivement Eretz Israël. Ainsi, le Grand Dessein Sioniste de falsification de l'histoire s'accomplirait.

Le nouvel amendement à la loi sur la citoyenneté exigeant des Non Juifs pour se naturaliser de faire allégeance à Israël comme « état juif et démocratique » vise à y créer une hostilité permanente entre les Juifs et les Non Juifs- majoritairement des Palestiniens – les premiers incapables d'affirmer leur identité comme Juif sans avoir à humilier et écraser les seconds en leur demandant un serment d'allégeance qui n'a aucun sens puisqu'Israël ne peut être à la fois un état Juif et Démocratique la première affirmation discriminatoire et raciste contredisant la seconde. (Près de 2 Juifs israéliens sur 3 sont favorables à cet amendement selon un sondage publié vendredi dans le quotidien israélien Yediot Aharonot).

De plus comme ils s'affirment Juifs avant d'être démocrates, le fait que le régime fasciste du tandem Lieberman Netanyahu veuille imposer aux Arabes israéliens un statut inférieur est désormais perçu comme « normal » par une écrasante majorité de Juifs israéliens. Ils sont confortés dans cette suprématie juive par le soutien de leurs gourous spirituels fanatiques.

Ainsi l'un d'entre eux – ils s'accordent eux-mêmes le titre de « rabbi »- le « rabbi » Levanon, installé dans une colonie de Cisjordanie occupée, Elon Moreh, a-t-il déclaré que le système démocratique de gouvernance et de prise de décision « déformait la réalité » car il crée un faux consensus c'est pourquoi les « rabbis » croient en la Vérité Absolue de la Torah – leur interprétation personnelle et restrictive de la Torah bien entendu – et n'ont pas d'obligation vis-à-vis de la démocratie. Ce « rabbi » c'est déjà fait remarquer par ses prises de position anti égalitaires concernant les femmes dans la fonction publique puisqu'il considère qu'elles ne peuvent y occuper de postes à responsabilité et que c'est à travers leurs maris qu'elles ont seulement le droit de s'exprimer.

Pour ses « rabbis » fascistes **le rôle de la religion c'est d'imposer la singularité juive** et de mettre de côté les principes universels, droits de l'homme, démocratie égalité incluses. Leur influence croissante dans la société israélienne et les prises de décision politiques, justifie que le régime sioniste soit dénoncé comme une théocratie fasciste.

Mais Israël ne se contente pas de semer la discorde à l'intérieur. Récemment, le ministre des affaires étrangères israélien, Avigdor Lieberman, a affirmé sur la scène politique internationale que la guerre d'Israël contre les Palestiniens est une **guerre éternelle**.

Israël a appris à gérer cette situation à son seul profit. Israël est devenue la 5ème puissance exportatrice d'armement, son économie est florissante malgré la récession économique mondiale.

Israël a à la fois besoin d'un ennemi intérieur et extérieur pour maintenir un sentiment permanent d'urgence face à un danger imminent de ce que les Juifs israéliens appellent « Ein Brecha » : Pas le Choix.

« Ein Brecha » on oblige les Juifs à venir coloniser la Palestine et ou soutenir inconditionnellement l'état sioniste « salvateur » qui se présente à tout Juif comme une assurance vie contre l'antisémitisme qu'il contribue lui-même à créer et/ou entretenir. « Ein Brecha » on oblige les Etats Nations à l'ONU – en violation flagrante de sa Charte sur le Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » à reconnaître Israël.

« Ein Brecha » on les oblige à se soumettre au diktat politique sioniste de guerre éternelle en Terre Sainte et plus largement dans toute la région parce que cette soumission est un « dû » une dette contractée par tous pour un génocide perpétré par une bande de Nazis fanatiques seuls responsables de ces massacres... point à la ligne.

« Ein Brecha » on massacre des civils palestiniens en les brûlant au phosphore, avec des armes à l'UE, et autres armements interdits et que seul Israël possède et qui sont expérimentées dans le laboratoire à ciel ouvert que constitue la Bande de Gaza.

« Ein Brecha » on tue à bout portant des humanitaires turcs de la Freedom Flotilla dans les eaux internationales parce que : « Ein Brecha » face à un danger imminent – de nos jours imaginaire Israël est armé jusqu'aux dents y compris d'armes nucléaires – on revendique la « légitime défense » pour justifier l'injustifiable, son statut d'assassin de celui qui porte au front l'invisible marque de Caïn.

Le danger de cet amendement à la loi sur la Citoyenneté va bien au-delà de cette discrimination et de ce racisme vis-à-vis de la minorité palestinienne principalement visée.

Ce qui se dissimule derrière c'est la légalisation de la falsification par les Sionistes de l'histoire de la Palestine.

Reconnaître l'état d'Israël comme Etat JUIF c'est reconnaître sa version contestée de l'histoire des Juifs en Palestine, leur « droit éternel » sur la Terre Sainte et par conséquent leur refus de reconnaître le droit du peuple palestinien à retourner sur sa terre ancestrale voire tout simplement de continuer à vivre sur les 20% à peine de la Palestine originelle dont les Sionistes se sont emparés par la force et occupent depuis 1967 de même que le refus de reconnaître aux Palestiniens restés CHEZ EUX dans ce qui constitue l'entité sioniste – peut-on parler d'Etat quand ce dernier ne s'est jamais intentionnellement préoccupé de délimiter ses frontières – le droit de continuer à y vivre.

C'est définitivement enterrer l'existence de la Palestine comme entité politique géographique reconnue cartographiée répertoriée historiquement – bien avant que les Sionistes n'aient décidé de s'emparer pour la coloniser – que l'ONU sous la pression des ex empires coloniaux et des nouveaux a injustement et illégalement partagée puisque le peuple qui depuis des siècles s'y était enraciné n'a pas été consulté.

Cet amendement à la loi sur la citoyenneté fait partie du Grand Dessein Sioniste de falsification de l'histoire pour s'approprier un pays, La Palestine, qui ne lui appartient pas, pour légitimer une présence illégale, pour enraciner politiquement une entité pseudo nationaliste bâtarde qui vit de la peur et de la haine qu'elle suscite et qui crée elle-même les conditions de sa propre

disparition par autodestruction parce que le régime sioniste **qui a fait volontairement le choix de la guerre** porte dans son essence même sa propre menace existentielle prête à tout moment à le faire implorer.

7 commentaires

Myriam Abraham

16 octobre 2010

[Planète non Violence](#)

<http://www.futurquantique.org/?p=13064>

1-4 Uri Misgav : La marche folle d'Israël, les implantations.

[Du New York Times au mexicain The News, en passant par les dépêches de l'agence Guysen, peu suspecte de sympathie envers La Paix Maintenant, la presse internationale a fait écho au survol aérien du nord de la Cisjordanie organisé lundi 20 septembre par ce mouvement à l'intention d'un groupe de députés et de personnalités de la société civile.

Pour Yariv Oppenheimer, secrétaire général de LPM, il s'agissait d'alerter quant à la perspective d'un État binational, du fait de la réalité nouvelle sur le terrain, ces passagers aux opinions parfois diamétralement opposées.

“Cela me réchauffe le cœur de voir sous tous les angles des Juifs habitant le moindre recoin de la Terre d'Israël”, déclarait ainsi le député Arieh Eldad, à l'extrême droite de l'échiquier politique ; tandis que le dramaturge Yehoshoua Sobol comparait les implantations “étendant leurs métastases” à “des tiques collées au flanc des villages arabes”.

L'auteur de cet article, Uri Misgav, voyait là quant à lui un cas d'école, “l'exemple tragique d'un État agissant à l'encontre de ses intérêts propres”.]

Yedioth internet, le 27 septembre 2010

On définit la folie comme une stupidité poussée à l'extrême et un dramatique déploiement d'inanité. Au plan national la folie consiste, pour un État, à persister à mener une action parfaitement contraire à ses intérêts propres. [Phénomène étrange, dont l'étude valut la gloire à celle qui en dressa le tableau clinique].

Dans son ouvrage célèbre, *La Marche folle de l'histoire*⁽¹⁾, Barbara Tuchman indique trois conditions essentielles à l'entrée dans ce club douteux : les conséquences de la folie doivent apparaître clairement non *a posteriori*, mais tandis qu'elle a encore lieu ; une alternative saine doit exister en parallèle ; il faut, enfin, que la folie soit revendiquée comme la politique d'un groupe, plutôt que celle d'un dirigeant, et se poursuive sur plus d'une génération.

L'historienne a consacré la majeure partie de son travail à deux exemples flagrants : l'affrontement entre la Grande-Bretagne et ses colonies américaines au 18^e siècle, et l'enlèvement des États-Unis dans le marécage vietnamien dans la seconde partie du 20^e siècle. Eût-elle été en vie aujourd'hui, nul doute qu'elle aurait ajouté à son livre un chapitre portant sur l'entreprise israélienne d'implantation dans les territoires occupés.

Les colonies vont à l'encontre des intérêts d'Israël en ce qu'elles rendent plus difficile la partition territoriale, menaçant ainsi la continuité de l'entreprise sioniste. Elles contraignent aussi Israël à maintenir le règne de l'occupation militaire ; l'isolent sur la scène internationale ; accentuent vivement l'animosité arabe et celle du monde contre Israël et les Juifs.

En dépit de quoi les gouvernements israéliens s'acharnent cependant, depuis deux générations déjà, à faire exister des colonies et y déverser d'énormes ressources. Les implantations sont notre folie. C'est un puissant symbole que de voir le sort du processus diplomatique dépendre, cette fois encore, de la construction de colonies, plutôt que d'arrangements de sécurité, du retour de réfugiés, ou de la souveraineté sur Jérusalem.

Dans leur majorité, les Israéliens ne sont pas convaincus

J'ai récemment survolé les implantations, à l'occasion d'un vol organisé par le mouvement La Paix Maintenant. Je connais assez bien le terrain, mais la vue aérienne donnait toute sa force à la vieille histoire. Voilà les toits rouges et les piscines bleues, comme un clou planté dans le flanc de collectivités palestiniennes grises et surpeuplées, se répandant au moyen de caravanes blanches en une structure de 95 avant-postes illégaux⁽²⁾.

Non moins saillantes, surgissaient les constructions attendant la fin du “gel” [pour reprendre] – des milliers d'habitations potentielles, pour la plupart réservées à des ultra orthodoxes que rien n'intéressait sinon d'être logés à bas prix grâce aux aides gouvernementales.

J'ai aussi remarqué les vastes autoroutes construites par le gouvernement à travers la Cisjordanie. Elles étaient vides. Il se peut que les colonies soient parvenues à s'implanter dans les milieux politiques, mais ni dans les cœurs ni dans les jambes de la population : jusqu'à présent, seuls 300 000 Israéliens ont choisi de vivre au-delà de la Ligne verte. C'est tout juste si les autres excursionnent en Judée et Samarie, ou dans les gorges du Jourdain. Ils connaissent à peine la région.

Lors du récent débat autour du *boycott* du théâtre d'Ariel⁽³⁾, on a pu voir que la plupart des Israéliens n'imaginaient pas à quel point Ariel est loin de la Ligne verte, et combien insister pour le conserver au sein d'Israël dans le cadre d'un accord final sur le statut territorial irait à l'encontre d'un traité de paix, ou dessinerait une frontière irréaliste tant en termes de sécurité que de géographie.

Cela, bien sûr, n'empêche pas le gouvernement de fonder en ce moment même à Ariel une nouvelle zone industrielle, tout en subventionnant un collège et une zone *high-tech* dans la ville. Pendant les vacances, j'ai rencontré un jeune et brillant entrepreneur *high-tech* en passe de délocaliser sa *start-up* à Ariel. “Nulle part ailleurs je n'aurais eu des conditions pareilles”, disait-il avec tristesse. J'ai regardé son visage défait, et j'ai vu le visage de notre pays.

La seule chose que j'aurais alors voulu faire était de hurler à la face des cieux deux mots, dans le droit fil de la tradition juive faisant front à l'élément étranger qui envahit un corps sain et le pousse à une conduite totalement insensée : “Hors d'ici, *Dibbuk* !”

NOTES

⁽¹⁾ Barbara Wertheim Tuchman, *The March of Folly: from Troy to Vietnam*, Ballantine Books, nombreuses rééditions

depuis 1985 ; en traduction française, *La Marche folle de l'histoire, de Troie au Vietnam*, Robert Laffont, 1992.

⁽²⁾ Voir la carte interactive des implantations, consultable et téléchargeable à partir des sites israélien et/ou américain de LPM : <http://www.peacenow.org/map.php>

Vous y trouverez également une application I-Phone, *Facts on the Ground* : <http://itunes.apple.com/us/app/apn-facts-on-ground-map-project/id385800990?mt=8>

⁽³⁾ Il s'agit du refus personnel de nombreux artistes israéliens d'aller se produire à Ariel, par delà la Ligne verte : la frontière antérieure à la guerre des Six Jours, en partie rematérialisée par le Mur, sinon sur les cartes.

Uri Misgav

Trad. : Tal pour La Paix Maintenant

06-10

sos-crise.over-blog.com/article-la-marche-folle-d-israel-les-implantations-58361414.html

1-5 Akiva Eldar : Une "construction modérée" dans les colonies, ça n'existe pas.

[quelques rappels "douloureux" à Benjamin Netanyahu (comme ses fameuses "concessions" ?) , sous forme d'une lettre (ironique et fictive) de Mahmoud Abbas]

Benjamin Netanyahu a tout à fait raison. "Une construction modérée et restreinte en Judée et Samarie dans l'... Ha'aretz, 10 avril 2010

L'année qui vient n'affectera en aucune sorte la carte de la paix", a-t-il déclaré.

Car après tout, il ne s'agit que du simple problème humanitaire de quelques milliers de jeunes couples qui veulent avoir un toit.

Qu'est-ce qu'ils veulent de nous, que nous ordonnions un gel du taux de natalité au-delà de la ligne Verte ?

Que nous interdisions les crèches et les écoles ?

Peut-on concevoir que des goys interdisent à des Juifs d'ériger une synagogue dans la cité des Patriarches ? Est-ce pour cela qu'un Etat juif a été créé ?

Pour qui se prend-il, cet Hussein Obama ? Pense-t-il pouvoir nous acheter avec ses armes et ses garanties ? Attend-il de Bibi qu'il renonce à "une construction modérée et restreinte en Judée et Samarie dans l'année qui vient, qui n'affectera en aucune sorte la carte de la paix" pendant 60 jours pleins en échange d'un contrôle à long terme sur la sécurité dans la Vallée du Jourdain ? {ces 60 jours ont été évoqués par l'entourage de Netanyahu, comme prolongation éventuelle du moratoire sur la construction dans les colonies. La garantie de sécurité dans la Vallée du Jourdain aurait fait partie de la négociation - ndt} Si j'étais le président Mahmoud Abbas, j'écrirais sur-le-champ à Bibi la lettre suivante : « Monsieur le Premier ministre, je vous comprends. Quel besoin d'en faire des tonnes pour quelques centaines d'appartements en plus pour des jeunes couples et une poignée de crèches ? Moi aussi, j'ai des enfants et des petits-enfants. Après tout, dans un an, nous serons en train de signer un accord sur la fin des colonies et les frontières définitives. Vous l'avez dit. Alors oublions les violations par Israël de ses engagements officiels (la feuille de route, vous vous souvenez ?) de geler la construction dans les colonies, y compris pour répondre à une croissance naturelle.

Je veux bien, même, ne pas tenir compte des colonies sauvages que vous avez construites sur la terre de paysans pauvres. Soit dit en passant, j'ai retrouvé dans mes archives le fait qu'en janvier 2006, vous aviez promis, dans votre discours d'Hertzliya, que si le gouvernement Sharon décidait d'évacuer les colonies, le Likoud voterait pour. Dans votre discours de Bar-Ilan, vous avez dit que vous comptiez démanteler les colonies sauvages.

D'après les chiffres de Shalom Arshav, plusieurs dizaines de caravanes et de maisons préfabriquées, même de bâtiments en dur, s'y sont rajoutées depuis. Sous le nez de l'armée et de l'Administration civile.

Je ne poserai qu'une condition : Au lieu de suspendre la construction pour les Juifs, reprenons la construction pour tous les habitants de Cisjordanie.

Y compris en zone C, que, dans notre grande naïveté, nous avons accepté de remettre sous votre contrôle. Cela, en plus du vieux tour que vous avez appris des Ottomans la qualification de « terres d'Etat », où environ un million de doums des terres ont été confisqués et transformés en terres juives. Vous vous souvenez certainement qu'en 1995, quand nous avons signé les accords d'Oslo, qui plaçaient entre vos mains 60% de la Cisjordanie occupée, on nous avait promis que ce n'était que provisoire.

Vous vous souvenez certainement qu'en 1998, Yasser Arafat et Bill Clinton ont signé avec vous l'accord de Wye qui stipulait que 13% des terres de la zone C devaient passer sous notre contrôle. Mais que, là encore, les colons vous ont fait plier et que cet accord a été jeté aux oubliettes. Au bout du compte, vous n'y aviez rien gagné et perdu le pouvoir. Sans alternative, ils bâtissent sans permis, puis l'administration civile démolit ces bâtiments.

Car j'ai du nouveau pour vous : il y a aussi un taux de natalité à Ramallah!

Pendant toutes les années de votre domination, vous n'avez pas construit un seul village dans les territoires. Et maintenant que nous sommes en train de construire notre première ville près de Ramallah, vous avez peur des colons et refusez de laisser passer dans la zone C la route menant à Rawabi.

Mon peuple à Jérusalem Est dit que leurs conditions de vie (en fait, vos conditions de vie, après tout c'est vous qui dites que les mêmes règles s'appliquent à Jérusalem comme à Tel-Aviv) se font dans une telle surpopulation que Jérusalem-Est commence à ressembler à Gaza. Nir Barkat [le maire de Jérusalem, ndt] distribue plus volontiers aux Palestiniens des décrets de démolition que des permis de construire. Le manque de logements à Jérusalem-Est est estimé en dizaines de milliers. Même votre Haute Cour a tancé le ministère de l'éducation pour le manque criant de classes.

Comment avez-vous dit, cher Monsieur ? Tout ce dont nous nous occupons, c'est « d'une construction modérée et restreinte en Judée et Samarie dans l'année qui vient qui n'affectera en aucune sorte la carte de la paix ». Je suis convaincu que vous ne

pensiez pas seulement aux enfants juifs. Alors, allons-y ! Construisons pour tout le monde, partout. D'ailleurs, comme vous dites, dans un an, nous serons en train de faire la paix. »

Akiva Eldar

Traduction: Gérard pour La Paix Maintenant

30-9

<http://www.haaretz.com/print-edition/opinion/there-s-no-such-thing-as-moderation>

2 Courrier des lecteurs & Trouvé sur le net & Témoignage

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 La famille de Rachel Corrie n'ont pas pu voir l'accusé.

La famille de la militante pacifiste américaine Rachel Corrie, écrasée par un bulldozer israélien lors d'une manifestation à Gaza en 2003, a pu entendre le conducteur du véhicule qui l'a tuée pour la première fois jeudi lors d'une audience civile.

Les proches de la victime n'ont pas pu voir l'accusé, qui a témoigné dissimulé par un écran lors d'une audience à Haïfa dans le cadre du procès qu'ils ont intenté à « Israël » devant la justice.

La mère de Rachel Corrie, Cindy, a cependant affirmé "très décevant de pouvoir entendre sa voix, mais pas le voir".

"Pour moi, cet écran est la poursuite de la volonté du gouvernement israélien depuis sept ans de cacher, couvrir ce qui s'est vraiment passé", a déclaré Mme Corrie.

Elle a indiqué que la famille avait été déçue par le manque de remords exprimés par le meurtrier.

"Nous n'avons entendu aucun remord. Il n'y a pas eu un seul instant où, dans ses mots, j'ai entendu quelque chose qui s'apparente à du remord", a-t-elle souligné, regrettant son "indifférence".

Selon des militants qui ont assisté à la mort de Rachel Corrie, elle s'était positionnée avec d'autres personnes, comme boucliers humains autour de maisons palestiniennes dans la ville de Rafah, pour en empêcher la destruction.

Sur place depuis deux heures, elle était clairement visible pour le chauffeur, avaient-ils affirmé.

Le procès, au cours duquel la famille Corrie demande à l'entité sioniste un dollar symbolique de dommages et intérêts - outre les frais de justice - doit reprendre le 4 novembre.

Rappelons que l'armée israélienne avait conclu son enquête en 2003, sans prendre de sanctions disciplinaires, estimant que le pilote du bulldozer n'avait pas vu la jeune fille, cachée par un soi-disant « tas de gravats ».

22/10/2010

<http://www.almanar.com.lb>

2-2 Qui veut la peau de notre solidarité ?

Communiqué suite aux attaques récentes contre le CICP, le MRAP et l'appartement du président de Génération Palestine

Dans la nuit de samedi à dimanche 19 septembre, le CICP (Centre International pour les Cultures Populaires) a été cambriolé. Les portes des bureaux de plusieurs associations ont été fracturées, ordinateurs portables et caisses ont été dérobés. La nuit suivante, la devanture du MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples) a été aspergée d'essence. Lundi 20, l'appartement d'Omar Alsoumi, président de Génération Palestine, a été cambriolé à son tour.

Au total, les préjudices financiers s'élèvent à plus de 10.000 €.

Le CICP est le siège de nombreuses associations de solidarité internationale et de défense des droits humains. Il héberge notamment les bureaux de l'AFPS (Association France Palestine Solidarité), l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix), la CCIPPP (Campagne Civile Internationale pour la Protection du Peuple Palestinien), Génération Palestine et de "BDS France". Le MRAP recueille les fonds pour la campagne "Un bateau pour Gaza" impulsée par le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens", qui regroupe 40 associations et organisations syndicales et politiques. Ces trois événements se sont produits en l'espace de 36 heures. Il nous est très difficile de croire à un concours de circonstances. En tout cas, nous prenons ces actes très au sérieux.

Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu définissait le mouvement international de solidarité avec le peuple palestinien comme une des trois "menaces stratégiques majeures" prioritaires pour son gouvernement. Ron Dermer, un de ses principaux conseillers, affirmait en juillet dans une interview au Jerusalem Post : "le gouvernement israélien va consacrer davantage de temps et de ressources humaines pour combattre ces ONG" (*).

Des groupes qui soutiennent le gouvernement extrémiste israélien multiplient actuellement les procès contre les militants de la campagne pacifique pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions contre l'occupation et la colonisation israéliennes. Des voix, au sein du gouvernement français, se sont élevées pour traiter de "criminels" les appels à ces actions non-violentes de citoyens mobilisés pour la paix et le droit. Nous avons déjà dénoncé l'injustice de ces positions.

Aujourd'hui, nous l'affirmons avec force, les criminels ne sont plus seulement ceux qui violent les droits humains des Palestiniens. Ce sont aussi ceux qui voudraient, par l'intimidation et la menace, faire taire la société civile française mobilisée pour l'application du droit international.

Le gouvernement français doit clarifier sa position : contre la colonisation et les crimes de guerre israéliens et pour la défense de la démocratie et les droits des citoyens. Nous nous battons pour le respect du droit à l'expression de notre solidarité.

GP

Post-Scriptum :

Avant toute chose, ABNA PHILISTINE (ENFANTS DE LA PALESTINE) dénonce avec la plus grande fermeté ces exactions et apporte sa pleine solidarité aux associations et personnes qui en ont été victimes. Ces actions sont signées. Elles sont sans hésitation l'œuvre des factions extrémistes pro-israéliennes qui en France et dans d'autres pays ont à cœur depuis plusieurs années de terroriser le mouvement de solidarité avec la Palestine. Les moyens mis en œuvre jusque là pour intimider consistaient en des tags injurieux, des agressions physiques à l'encontre de personnes, des tentatives violentes d'empêcher la tenue de réunions publiques, tout cela orchestré par des milices sionistes à l'impunité judiciaire légendaire comme le Bétar ou la Ligue de Défense Juive. Ces dernières semaines, afin de tenter d'enrayer la campagne de boycott international d'Israël, ces mêmes inconditionnels de l'État sioniste tentent de faire poursuivre en justice des personnes agissant dans le cadre de BDS, comme notre amie la sénatrice Alima Boumédiène à laquelle nous signifiions toute notre solidarité. Et puis ces derniers jours, un nouveau pas a été franchi avec ces cambriolages qui dénotent d'un sentiment d'impunité grandissant de la part de ceux qui les ont perpétrés. Il est clair que ceux-ci se sentent encouragés par la politique résolument pro-israélienne des gouvernements français et européens en général. Entre autres par leur scandaleuse indolence face à l'assassinat délibéré des militants turcs de la flottille de la paix pour Gaza. Où les partisans de l'État colon Israël s'arrêteront-ils ?

Quelles sont les complicités des nervis sionistes avec cet État terroriste et au sein même du gouvernement français pour faire preuve d'une telle audace ?

[Rédaction Enfants de \(la\) Palestine,](#)

28 septembre 2010, par :

<http://www.enfantsdepalestine.org:80/ar,1385>

2-3 BDS : Action à la Gandhienne .

1 Chérif Boudelal : La Révolution à la Gandhienne des BDS en marche et ne s'arrêtera pas !

Les magistrats refusent le chantage des israéliens de France : ils commencent à prendre conscience du cynisme sioniste. Pour le moment ils les déboutent mais ils ne les condamnent pas. Il faut faire en sorte qu'ils soient condamnés à chaque plainte abusive. Les magistrats espagnols font la même chose.

Chérif Boudelal (CPCP - France)

Chères amies, Chers amis,

Nous avons une deuxième très bonne nouvelle à vous annoncer (après la relaxe d'Alima et d'Omar jeudi dernier) : Les 9 militants espagnols qui passaient en procès lundi matin à Madrid pour avoir participé à une action de boycott d'Israël, ont été acquittés une demi-heure plus tard, le juge reconnaissant leur droit à la liberté d'expression.

Pour rappel, une soixantaine de militants espagnols du Réseau de Solidarité contre l'Occupation de la Palestine (RESCOP)* avaient manifesté le 24 juin dernier leur opposition à la tenue de conférences destinées à promouvoir les investissements d'entreprises espagnoles en Israël. Comme seulement neuf d'entre eux ont été inculpés, tous les autres participants, ainsi que plusieurs dizaines d'autres Espagnols, soit un total de 117 personnes ont demandé formellement à être co-incipuées. Une telle mobilisation a entraîné cette victoire éclatante. Elle nous encourage à poursuivre sur cette voie, celle du refus de l'intimidation et du "Moi aussi, je boycotte".

PROCES BDS EN FRANCE

Le prochain procès BDS qui est annoncé en France est celui de nos camarades de Mulhouse, le 29 novembre prochain.

Il y a d'autres personnes inculpées ailleurs, mais les dates des jugements sont soit plus tardives, soient encore non déterminées.

Ainsi, le procès de nos 3 camarades de Perpignan, Jeanne, Yamina et Bernard, initialement prévu le 11 octobre 2010, a été renvoyé au 24 janvier 2011.

Olivia Zémor, présidente de CAPJPO-EuroPalestine est citée à comparaître devant la 17ème chambre correctionnelle du tribunal de Paris, pour avoir publié sur le site EuroPalestine la vidéo d'une action collective de la campagne BDS à Evry en juillet 2009, signée par une dizaine d'associations.

La date de ce procès sera annoncée le 29 octobre prochain. Le même jour, au Palais de justice de Paris, il se trouve que nous serons confrontés à un membre de la LDJ, Steve Bismuth, qui nous a envoyé une vidéo de menaces. Il a été condamné à trois mois de prison avec sursis en première instance, et il fait appel.

Un autre procès impliquant 4 personnes (dont Olivia Zémor), citées à comparaître pour leurs actions de boycott dans le 93 (Saint-Denis et Aulnay) et à Paris, en février et mars 2009, juste après les massacres de Gaza, doit avoir lieu au tribunal de Bobigny. La date en sera fixée le 18 novembre prochain.

Les plaignants sont les mêmes (la bande à Ghozlan-Goldnadel), ainsi que les chefs d'inculpation.

Nous vous tiendrons informés de ces échéances dès qu'elles nous auront été transmises, ainsi que du jugement en appel de Sakina Arnaud, qui doit être rendu ce vendredi à Bordeaux.

Mais nous pouvons d'ores et déjà indiquer que nous espérons, pour ces différents actions, auxquelles avaient participé plus d'une centaine de personnes, mettre en oeuvre la procédure des comparants volontaires, tout comme nos camarades

espagnols.

Et nous tenons à souligner, comme ces derniers, que nous ne cèderons pas aux tentatives d'intimidation. Les appels au boycott de l'occupant israélien se poursuivent en France comme dans les autres pays. Nous vous engageons notamment à interpellé tous les commerçants qui vendent des produits dits "israéliens" ou d'origine non précisée, et tous les politiques qui acceptent que ces produits illicites entrent en France.

L'appel lancé par la société civile palestinienne, le boycott d'Israël, est légitime. Il vise à mettre un terme à l'impunité de l'Etat d'Israël, en faisant payer à l'occupant le prix de l'occupation, de la colonisation, du nettoyage ethnique des Palestiniens, et de tous ses crimes de guerre. Il concerne le boycott économique, culturel, universitaire et sportif.

Ce mouvement est en plein essor. Hier encore, on apprenait la décision du célèbre réalisateur britannique Mike Leigh de boycotter un déplacement en Israël, en raison des nouvelles loi racistes votées par le Parlement israélien, qui exige désormais que les non-juifs prêtent serment d'allégeance à l'"Etat juif et démocratique" pour acquérir la citoyenneté israélienne)

Amicalement,

Chérif Boudelal

CAPJPO-EuroPalestine

<http://www.europalestine.com>

2 Myriam De Ly : Arrestation et détention arbitraire dans le cadre d'une vaste opération policière au marché de Châtelineau.

Samedi 16 octobre. Nous nous trouvons avec quelques membres de la Plate-forme Charleroi-Palestine avec un stand au marché de Châtelineau. Tout se passe bien, nous avons de multiples discussions avec les gens, très réceptifs à nos arguments sur le boycott des produits israéliens.

Vers midi, un hélicoptère tourne sans arrêt au-dessus de la place. Nous nous demandons ce qui se passe. Un peu plus tard, une camionnette de la police se fraie un chemin le long du marché, passant à proximité de notre stand.

Puis un ami de la Plate-forme vient nous dire : « Ils sont en train d'arrêter plein de sans-papiers, là-bas. » Cela se passe dans une rue donnant sur le marché, tout près de notre emplacement.

Je décide d'aller voir. Là, derrière une camionnette de police, je vois quatre ou cinq personnes alignées contre une grille, les mains menottées dans le dos. Je m'en vais un peu plus loin, puis je reviens sur mes pas et je prends deux photos. Un policier me dit, calmement, que je dois laisser la police faire son travail et que je ne peux pas prendre de photos. Je demande pourquoi on arrête tous ces gens. Il me répond qu'ils vendent des produits de contrefaçon.

Je m'éloigne, je retourne au stand, la rage au coeur. Pourquoi s'en prend-on aux petits vendeurs, souvent des sans-papiers n'ayant pas la possibilité de faire un autre boulot, alors que ce ne sont pas eux qui font écouler la marchandise sur le marché. On discute un peu au stand, et voilà qu'un commissaire de la police s'amène.

« Vous pouvez venir une minute avec moi ? » Je le suis, un membre de la Plate-forme le suit aussi. Le commissaire me dit : « Vous avez posé une question au policier. Vous n'avez pas le droit de poser des questions. » « Vous avez pris des photos aussi. On va vous entendre au commissariat. » Il appelle son « team d'arrestation ». Trois ou quatre policiers en civil s'amènent très rapidement. Ils me prennent de force, me soulèvent des deux côtés à la fois.

On me pousse dans la camionnette, on me prend mon GSM, mon appareil photo et on met tout cela dans un sac en plastic. Dans la camionnette, il y a trois personnes arrêtées, menottées. J'apprends que deux d'entre elles n'ont pas de papiers de séjour, le troisième n'a pas de permis de travail.

J'entends par la radio de la camionnette que l'opération d'arrestation se poursuit. Des policiers en civil passent régulièrement près de la camionnette. Mon GSM sonne tout le temps. Je demande de pouvoir répondre. « Vous n'en avez pas le droit, vous êtes en détention administrative. » On ne part toujours pas. En fait, le chauffeur attend du renfort...

Une des personnes arrêtées supplie : « S'il vous plaît, éloignez-nous d'ici : les gens du marché vont nous prendre pour des criminels... » Le policier du marché propose d'accompagner la camionnette pour qu'enfin celle-ci puisse partir.

Nous arrivons au commissariat de Châtelet. On nous amène dans un couloir. À gauche, il y a le bureau d'« accueil ». À droite, des cellules où des jeunes d'origine étrangère se trouvent par deux, les mains liées, derrière les barreaux. Il y a un va-et-vient impressionnant, dans ce couloir. De nouveaux « arrivages » de personnes arrêtées, de policiers en civil.

Un policier particulièrement excité et très autoritaire (et je reste polie) donne les ordres et décide qui va où.

Je suis « appelée » dans ce bureau. Le policier hyper-excité se met à m'aboyer dessus. Je lui réponds que je ne suis pas son chien. Vu que mon comportement n'est pas assez collaborant, il m'accuse de « trouble de l'ordre public », « rébellion », « outrage à policiers en fonction ». « Maintenant vous avez deux dossier judiciaires et vous êtes en détention judiciaire." Le lendemain, un avocat me dira qu'ils m'ont dit n'importe quoi. Je ne pouvais pas être en arrestation judiciaire, parce que je n'avais pas vu un juge d'instruction.

Je dois enlever mon bonnet, mon manteau, mes châles, mes sacs... Le policier donne l'ordre à une collègue de me fouiller et envoie une deuxième policière pour l'accompagner car « elle (moi, en fait) se rebelle ».

Je laisse faire la fouille. (Je dois enlever les chaussures, les chaussettes, le jeans, le T-shirt, le pull. Me mettre de face, me mettre de dos. Soulever le soutien-gorge). Après, je dis aux policières qu'il n'est pas normal qu'on me traite ainsi, uniquement parce que je pose une question et que je prends des photos.

On m'amène dans un bureau pour que je fasse une déclaration. Je le refuse. C'est mon droit. Les policiers à qui j'ai affaire ne sont pas contraires. Je dis que je voudrais déposer plainte. Ils me disent que j'ai le droit de déposer plainte au comité P.

De retour à « l'accueil », le policier hyper-excité ordonne qu'on m'emmène dans une cellule en bas. Je vois de nouveaux visages de personnes arrêtées derrière les barreaux. Il y a de nouveau plein de monde dans le couloir.

On m'emmène dans les caves. Je dois enlever mes chaussures, on me fait entrer dans une cellule, je dois enlever mon soutien-gorge. Le froid me tombe dessus. Je demande d'avoir ma veste. « Vous n'avez pas le droit, il y a une couverture. »

Cette cellule ressemble plus à un cachot qu'à autre chose. Il n'y a pas de lumière de jour, elle est à demi éclairée par un spot placé au-dessus de la porte d'acier. Un banc, une toilette. 2 m sur 2 m 30. Il y fait très froid. Je ne peux pas mettre les pieds à terre car le carrelage est très froid lui aussi. Je mets la couverture autour de moi, des épaules jusqu'aux pieds et j'attends sur le banc.

A un certain moment, j'entends qu'un policier vient dans le couloir. Je tape avec mon coude contre la porte d'acier : « Je veux téléphoner à mon mari et à un avocat. » « Vous n'avez pas le droit, vous êtes en détention judiciaire. » Encore un qui dit n'importe quoi.

Je reste au moins deux heures dans cette cellule froide. Heureusement, en élevant la voix, je peux échanger quelques mots avec la personne qui se trouve à côté. J'apprends que c'est la personne qui était assise avec moi dans la camionnette.

« Madame, vous êtes là ? »... « Oui. »... « Putain !... ».

Je lui demande s'il ne craint pas d'être expulsé. Il me dit que, la fois précédente, on l'a relâché après quelques heures. J'espère pour lui que ce sera pareil maintenant. « Patience, Madame, quelques heures... »

A nouveau, des pas dans le couloir. Le commissaire qui a ordonné la détention administrative ouvre la porte, accompagné de deux autres policiers. Il me dit que je peux sortir. Je récupère mes affaires à « l'accueil ».

Mais je suis encore amenée dans un autre bureau. Avec le commissaire, encore les deux mêmes policiers qui sont venus jusqu'à la cellule, et un nouveau, en civil.

Le commissaire précise qu'il m'a mise en détention administrative, mais que cela n'a rien à voir avec mes activités sur le marché. « Je ne vous ai pas non plus parlé de photos. » Ce qui est manifestement faux. « Il y a trois dossiers contre vous : celui du marché, rébellion, trouble de l'ordre public. »

Le « civil » dit que son rôle est de protéger les policiers en fonction. Il me demande de voir les photos pour constater s'il y a des policiers reconnaissables. Apparemment, il faut protéger les indics.

Il montre une photo que j'ai prise du stand de la Plate-forme. « Vous vendiez des objets à votre échoppe ? » Je lui réponds que je n'ai rien à dire là-dessus. « Moi, je suis passé à 8 h 35, vous vendiez de la marchandise. » « Alors cela, c'est votre quatrième dossier. » Je lui ai répondu que c'est un grossier mensonge. En réalité, nous étions sur place à 10 h 30. Il me rend l'appareil.

Les photos des arrestations ne sont pas enlevées. Il faut dire qu'elles n'étaient pas très réussies non plus.

Je m'adresse au commissaire. « Je voudrais connaître votre identité. Je vais déposer plainte contre vous. » Réponse : « Votre avocat n'a qu'à faire son travail. »

Je suis reconduite à la sortie. Il est 16 h 50. J'ai été arrêtée pendant 3 h 30. Je demande qu'on me reconduise à Châtelineau, ma voiture se trouve trois ou quatre kilomètres plus loin. Cela, c'est rêver, évidemment.

Ce n'est qu'une fois chez moi, que j'apprends que des amis ont averti un avocat, lequel a téléphoné au commissariat, et qu'un camarade est venu voir le commissaire pour connaître la raison de ma détention. Ce sont probablement ces interventions qui ont fait que j'ai été libérée plus tôt.

Tout au long de mon « séjour », j'ai pu constater que certains policiers, en particulier ceux qui sont responsables du marché, semblaient plus qu'embarrassés et n'étaient visiblement pas d'accord avec les méthodes utilisées.

J'estime que ces faits, me concernant, sont très graves, c'est une réelle atteinte aux droits démocratiques (au même moment se déroulait une manifestation à Bruxelles sur le même sujet) et je ne resterai pas les bras croisés.

Mais évidemment les personnes arrêtées et qui sont d'origine étrangères ont subi un sort bien plus dur que moi.

Je n'ai pas été menottée (alors qu'on m'a dit que c'était la procédure). Je n'ai pas dû m'inquiéter si j'allais être amenée dans un centre fermé et expulsée du pays. J'ai encore pu répliquer aux aboiements de certains policiers, sans qu'on me frappe.

D'ailleurs, un policier m'a dit : « Vous avez vu qu'on a mis des gants, lorsqu'on vous a amenée à la camionnette. » Je n'allais pas vous frapper, vous avez l'âge de ma mère. »

Il a oublié de dire aussi que je suis « blanche » et que j'ai la nationalité belge.

Myriam De Ly

From: [Plate-forme Palestine](#)

3 Sakina se pourvoit en cassation après un jugement inique du tribunal de Bordeaux.

> Chères amies, Chers amis,

Sans surprise, le tribunal de Bordeaux a confirmé ce vendredi en appel la condamnation scandaleuse de Sakina Arnaud en première instance, pour avoir collé un autocollant "Boycott Israël Apartheid" sur une bouteille de jus d'orange dans le magasin Carrefour de Mérignac.

Un pourvoi en cassation vient d'être aussitôt déposé par ses avocats.

Toutes les personnes présentes au procès le 24 septembre avaient pu constater, dès les premières minutes de l'audience le parti pris de la présidente du tribunal qui n'avait pas pris la peine de cacher son écoute privilégiée des parties civiles. Tous les juges ne sont pas indépendants, malheureusement, on le sait. Les consignes du gouvernement ont donc été suivies, le parquet se permettant y compris des réflexions déplacées à l'encontre de la prévenue lors de l'audience en appel. On avait également eu droit à des interrogations de la plus mauvaise foi concernant la signification de l'inscription figurant sur l'autocollant, pour savoir qui pratiquait l'"apartheid" et si la tache rouge qui se trouvait sur le code barre 729 voulait dire qu'il fallait faire couler le sang des Israéliens !

Ceux qui sont censés dire la loi confondent souvent l'ordre établi et la justice. L'article 24 de la loi du 29 juillet 1881, qui réprime les "discriminations envers une personne ou un groupe de personnes en raison de son appartenance à une religion, une ethnie, une nation" a ainsi été interprété par ce tribunal dans le sens souhaité par Mme Alliot Marie et Monsieur Hortefeux, qui défendent la colonisation israélienne et ses représentants en France.

> Ceux qui discriminent les Palestiniens depuis plus de 60 ans, les expulsent, les massacrent, les colonisent, les torturent, ont

le soutien des dirigeants français. On le savait. Ces derniers voudraient que leur collaboration avec le terrorisme d'Etat israélien soit cautionnée par l'ensemble de la population. Mais ce n'est pas le cas. Les gens de conscience, qui n'ont pas l'intention de laisser étrangler le peuple palestinien, qui souhaitent faire respecter les droits de l'Homme et le droit international, poursuivront leurs actions non violentes visant à faire payer à l'occupant le prix de l'occupation.

> La Cour de cassation devra certes trancher. La messe n'est pas dite, y compris sur le plan judiciaire. Mais, quoi qu'il en soit, la loi ne rimant pas toujours avec les principes d'éthique universelle, comme on peut le constater dans différents domaines, aujourd'hui comme par le passé, le boycott de l'occupant israélien est plus que jamais à l'ordre du jour.

(ENGLISH Translation below)

Amicalement,
CAPJPO-EuroPalestine

4 Lettre à Bernard Kouchner

Le 28 octobre, Jean-Claude Lefort, en tant que député honoraire, a écrit une nouvelle fois à Bernard Kouchner. Il lui demande, "encore et encore, que la justice soit appliquée et exigée pour ce citoyen Français comme pour tous les autres."

M. Bernard Kouchner
Ministre des Affaires étrangères
37, quai d'Orsay
75007 Paris

Monsieur le Ministre,

Depuis votre passage à Jérusalem, au printemps 2008, votre action a abouti à ce que Salah Hamouri soit condamné à 7 ans de prison, au terme d'un chantage qui n'a rien à voir avec un « plaider coupable ».

Le « choix » étant 7 ans ou 14 ans mais en aucun cas la liberté. Un tribunal digne d'un Etat de droit et conforme aux Conventions internationales laisse ouverte la porte du « plaider non-coupable » et donc celle de la liberté. Lui, il a été condamné d'avance, par principe, et ceci par un tribunal militaire d'occupation. Sa culpabilité n'étant pas à démontrer puisqu'elle était acquise pour ce tribunal militaire, hors preuves, avant tout procès et avant toute plaidoirie. Coupable par « définition », il ne pouvait en aucun cas être déclaré « innocent ». C'est ainsi que les choses se passent devant un tribunal militaire d'occupation.

Accepter 7 ans, dans ces conditions, ce n'est pas reconnaître quoi que ce soit. C'est tout simplement éviter le pire, c'est-à-dire 14 ans de prison. Vous auriez préféré qu'il choisisse 14 ans en plaçant « non-coupable » devant un tribunal militaire d'occupation israélien ?

Cela vous aurait conforté ou fait je ne sais quel plaisir ?

Je n'ose y croire.

Depuis le début vous avez accepté la thèse selon laquelle Israël était un Etat de droit tandis que Salah était aux mains d'une force occupante condamnée par l'ONU, et donc aussi condamnée par la France. Théoriquement. Je ne dis pas, ici, de sottise, Monsieur le Ministre ?

Or jamais vous n'avez demandé la libération de Salah Hamouri pas plus que le Président de la République qui, de surcroît, n'a même pas daigné recevoir la famille de Salah. Pourquoi cette discrimination flagrante qui touche cette famille et uniquement cette famille ?

Je suis outré par cette attitude qui n'est pas conforme aux engagements présidentiels mais plus encore à l'idée que je me fais de la République. Je vous tiens pour coresponsable et de ce mépris inhumain et du sort de Salah qui a déjà effectué plus de 5 ans et demi de prison.

Depuis le début vous avez admis incroyablement ce que l'ONU a condamné, : Jérusalem n'est pas la capitale « éternelle » de l'Etat israélien mais la partie située à l'Est n'est, ni plus ni moins, qu'illégalement occupée. Occupée.

Salah est un prisonnier politique et uniquement politique. Vous le savez parfaitement bien : son dossier est totalement vide. Une « intention » supposée, voilà son délit qui lui vaut cet emprisonnement qui n'en finit pas.

Dans ces conditions demander « la clémence », comme l'a fait le Président de la République il y a quelque temps sans agir effectivement et fermement, c'était pour lui une façon de faire « bonne figure » pour tenter d'apaiser les esprits épris de « liberté sans frontières ».

Mais pis : c'était surtout admettre purement et simplement les vues israéliennes et donc s'exposer au sec refus de Netanyahu. Ce dernier n'a pas le droit avec lui dans cette affaire non plus or vous le lui avez reconnu, vous le lui avez même accordé et même offert. C'est intolérable.

Salah est Français et uniquement Français de jure puisqu'Israël lui refuse sa bi-nationalité du fait qu'il habite Jérusalem-Est occupée. Occupée.

Actuellement, c'est le seul Français au monde ayant fait plus de 5 ans de prison pour des raisons uniquement politiques.

Je ne vous demande donc pas, à l'instar du « Comité national de soutien » qui rassemble des femmes et des hommes politiques de tous horizons, un passe-droit. Non. Je vous demande seulement, encore et encore, que la justice soit appliquée et exigée pour ce citoyen Français comme pour tous les autres. Salah n'a rien à faire en prison. Pas plus que Clothilde Reiss sortie des griffes du régime iranien au terme d'un procès que vous avez qualifié vous-même de « truqué » en parlant d'« aveux extorqués ».

C'est exactement le cas de Salah, sauf que Salah est toujours en prison bien qu'Israël ne soit pas l'Iran. Salah n'a tué personne. Il n'a volé personne. Il n'a menacé personne. Il n'a brandi aucune arme contre personne. Il n'a rien fait. Il est

victime de l'occupation et on lui demande en plus aujourd'hui de s'excuser d'être hostile à celle-ci ! Refuser une occupation étrangère est un honneur, Monsieur le Ministre.

Je ne parviens pas – pour parler vite - à imaginer que vous puissiez penser un seul instant que le fait de passer en voiture devant le domicile du rabbin Yossef Ovadia, un extrémiste notoire, constitue la preuve « d'intentions » irréfutablement négatives que Salah aurait nourries contre ce dernier.

Vous savez ce qu'une situation d'occupation militaire veut dire, Monsieur le Ministre ?

Si vous aviez dépensé pour Salah un centième des efforts que vous avez justement consentis pour Guilad Shalit – dont la libération a encore été demandée hier par Stéphane Hessel et Régis Debray à Gaza devant Ismail Hanihey – Salah serait déjà libre. Vous ne l'avez pas fait.

Non seulement vous ne l'avez pas fait pour Salah mais vous avez donné crédit aux israéliens et attenté à la dignité des membres de sa famille en les mettant à l'index comme des pestiférés infréquentables.

Vous l'avez rencontrée quelques minutes à Jérusalem et vous allez partout répétant ou écrivant : « J'ai reçu la famille » ! Bah voyons : 5 minutes ! Une rencontre pour vous...

Par contre, alors que le temps vous manquait paraît-il, vous êtes allé récemment à la rencontre de la famille de Guilad Shalit, sur place, en Israël ?

Très bien. Mais l'idée de recevoir et de rencontrer aussi dignement sur place la famille Hamouri ne vous a même pas traversée la tête ?

Pas une seconde ?

C'est à vomir. Pour la France.

La question aujourd'hui est simple : une remise de peine déposée légalement a été refusée à Salah. Il n'y a donc pas d'autre solution maintenant que d'obtenir une libération sans condition. Israël libère des prisonniers autrement plus « significatifs » que Salah. C'est un choix politique, bien sûr.

La balle est donc toujours dans votre camp et je ne saurais accepter que vous me disiez, encore et encore, que vous faites tout ce que vous pouvez pour Salah. C'est faux. Totalement faux. Les preuves abondent. Si jamais...

Salah devrait être dans sa maison depuis longtemps. Il n'y est pas. Il est dans une prison à Guilboa, une prison que vous ne connaissez pas alors qu'il vous est possible de vous y rendre. Déjà plus de 5 ans de sa vie en prison, lui qui avait 20 ans quand il y est entré. Vous imaginez ? En prison pour « rien » ? Cela ne vous émeut pas ? Cela ne touche pas le « French Doctor » partisan ardent de « l'ingérence humanitaire » ? Non ? Vous avez dit qu'il fallait vous « **provoquer** » s'agissant de cas qui touchent aux droits humains. Vous avez déclaré cela en remettant un prix de la République française à une ONG palestinienne (le PNGO).

Monsieur le Ministre : sachez que je suis prêt à tout pour cela, sans me défaire de mon esprit démocratique.

Car je viens quant à moi de rencontrer Salah Hamouri dans sa prison de Guilboa le 5 octobre dernier. Et je vous le dis tout net : **on est plus qu'en train de « casser » ce jeune homme. Mentalement. Humainement. On le casse.**

Il m'est impossible d'imaginer que sa libération ne soit envisageable qu'en novembre 2011, selon les volontés des juges militaires qui sont, évidemment, hors de tout soupçon certainement selon vous. Pour vous : car votre silence assourdissant vaut approbation.

A bon entendeur !

Je vous suggère de me croire et je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, en ma détermination et mes républicaines salutations.

Jean-Claude Lefort

Député honoraire

Source : Jean-Claude Lefort

Samedi 30 octobre 2010

http://www.palestine-solidarite.org/dossier.Salah_Hamouri.jcl.301010.htm

10 Histoire

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

9-1 Si la Palestine m'était contée.

LA QUESTION PALESTINIENNE ET L'ÉTAT PALESTINIEN

Il est fortement recommandé d'aborder l'ensemble des problèmes, des événements à présenter, à analyser ou à expliquer sur le territoire de la Palestine mandataire en les traitant d'abord sous l'angle de **LA QUESTION NATIONALE PALESTINIENNE**.

Il n'est pas recommandable de privilégier l'angle du « conflit » israélo-palestinien, ni de privilégier l'angle d'analyse du sionisme et des négociations de paix, ni l'angle de la violence et de la non-violence, ni l'aspect de la réconciliation nationale, etc. (1[1][1]).

Ne jamais privilégier non plus l'analyse sous l'angle de l'État à construire en Palestine occupée, ne jamais privilégier aucun autre angle que **LA QUESTION NATIONALE PALESTINIENNE.** Les autres problèmes subsidiaires à LA QUESTION PALESTINIENNE lui sont subordonnées et s'éclairent à la lumière de cette question.

Quelle différence de perspective me direz-vous ?

Toute une différence. En adoptant l'approche de la question nationale palestinienne chaque question secondaire prend la place qui lui revient et l'analyste évite de se laisser emporter par toutes sortes de distracteurs, toutes sortes de leurres, de pseudo-problèmes vers lesquels nous entraînent les amis bien intentionnés de la Palestine occupée. Le risque est grand alors de ne rien comprendre, d'expliquer tout de travers, d'embrouiller plutôt que de clarifier et ainsi d'intervenir maladroitement dans le combat palestinien.

Prenons la question en débat dans la « communauté internationale » (2) à propos de la création d'un seul État binational, laïc et démocratique, ou alors de deux ou pourquoi pas de trois États en Palestine occupée (Gaza, Cisjordanie, Israël) ! Question qui, incidemment, ne soulève aucune passion parmi les Palestiniens.

Un individu pourrait aborder ce problème par l'interrogation suivante : Dois-je soutenir la solution d'un seul État démocratique, laïc et républicain ou dois-je appuyer la solution de deux États et pourquoi pas de trois États sur le territoire de l'antique Palestine du mandat britannique ? La réponse devient rapidement évidente pour l'individu préoccupé par LA QUESTION PALESTINIENNE.

Naissance de la question palestinienne

Arbitrairement, remontons historiquement à l'année 1920. Il n'y avait pas alors de QUESTION PALESTINIENNE. Ce territoire était occupé par le peuple arabe local, que nous pourrions déjà prénommer le peuple palestinien à contrario de madame Golda Meir, la chef sioniste israélienne, qui prétendit sa vie durant que le peuple palestinien n'existait pas, alors que nous nous savons que c'est le peuple « juif » qui n'existe pas en tant que nation. À cette époque des Arabes de religion musulmane côtoyaient des Arabes de religion juïaïque (juifs) et d'autres de religion chrétienne, etc. La paix régnait entre eux et il n'y avait aucune Shoah de l'une envers l'autre partie de la communauté nationale en émergence. Un seul peuple divisé en plusieurs confessions religieuses comme il en existe dans chacun de nos ensembles nationaux (Canada, France, Allemagne, États-Unis, etc.) occupait cette terre bénie des dieux et promise à nul autre qu'à ceux qui l'habitaient.

Que s'est-il passé entre 1920 et 1948 ? Les impérialistes britanniques, français et allemands ont créé LA QUESTION PALESTINIENNE en expatriant vers cette terre des milliers d'Ashkénazes, des gens de différentes nationalités européennes mais possédant la caractéristique commune de présenter un nom à consonance « juive », ou encore pour certains d'entre eux de pratiquer la religion juïaïque - juive -, souvent des gens fanatisés par l'idéologie raciste sioniste.

Ces émigrés sionistes ont commencé à s'emparer de la terre, à se former en milices terroristes, à provoquer des troubles, à commettre des attentats terroristes et à tuer des Palestiniens de différentes religions, y compris de religion juive. Ils ont poussé l'audace, encouragés en cela par les sionistes d'Europe et armés par les impérialistes britanniques et français (3), jusqu'à lancer une offensive de conquête et de nettoyage ethnique expulsant entre 700 000 et 800 000 Palestiniens devenus les réfugiés de la Naqba dans leur propre contrée.

LA QUESTION PALESTINIENNE était née. Elle devenait la bataille du peuple palestinien pour le recouvrement de sa terre, de ses droits, de ses habitations, de sa dignité, du maintien de son vouloir-vivre collectif sur sa terre ancestrale. LA QUESTION PALESTINIENNE est une question de lutte de libération nationale. Ce n'est pas d'abord une question de violence ou de paix, ce n'est pas d'abord une question de lutte pour le socialisme, ni de lutte pour les droits civiques, pour la libération de la femme, ni une question de partage de la terre entre l'occupant et l'occupé et encore moins de constitution de un ou de plusieurs États sur le territoire occupé par les sionistes. Ces questions subsidiaires s'intègrent à la question principale qu'elles orientent.

Elles doivent être prises en charge et résolues par le peuple palestinien dans le cadre de sa lutte de libération nationale.

LA QUESTION PALESTINIENNE est une lutte de libération nationale classique.

La solution de LA QUESTION PALESTINIENNE concerne d'abord les Palestiniens. Le choix de la nature, de la forme de l'État et du nombre d'États à naître sur cette terre qui est la leur les concerne exclusivement. Associeront-ils les envahisseurs sionistes, les colonialistes hébreux à cette démarche et de quelle façon, est aussi une question qui les concerne eux et eux exclusivement. LA QUESTION PALESTINIENNE traite du recouvrement par le peuple palestinien (pas par l'oligarchie palestinienne, non plus que par l'Autorité palestinienne, pas plus que par l'OLP ou par le Hamas) de ses droits nationaux inaliénables complets et la récupération de la terre ancestrale dans son intégralité; accepter ou non de la partager avec les descendants des envahisseurs colonialistes occupants deviendra leur choix et chacun devra le respecter.

Par ailleurs, LA QUESTION NATIONALE PALESTINIENNE est une lutte anti-impérialiste parce que l'impérialisme occidental dirige le projet colonial sioniste, le soutient, l'équipe en armement et l'approvisionne en munitions meurtrières (4); il le subventionne, le protège diplomatiquement à l'ONU et à l'AIEA (5), l'intègre aux grandes alliances agressives comme l'OTAN, l'Union Européenne, l'OCDE, etc. C'est l'agression de l'impérialisme américain qui fait de cette lutte de résistance et de libération nationale une lutte de libération anti-impérialiste.

La question de l'État palestinien

Quelle attitude doivent prendre les militants pour la libération de la Palestine sur la question de l'État palestinien ? Notez que je n'écris pas sur la question du partage israélo-palestinien de la terre palestinienne car nous traitons ici de LA QUESTION PALESTINIENNE exclusivement - l'État - ou entité - sioniste est un avatar qui est né par la guerre et par le sang, qui ne peut être transformé et qui sera probablement détruit par la guerre et par le sang (ce qui ne signifie pas que les israéliens devront

être boutés à la mer) pour que se résolve LA QUESTION PALESTINIENNE. Quelle doit être l'attitude des interlocuteurs occidentaux à propos de l'État palestinien ?

Un individu sincère, extérieur à la nation palestinienne, doit se mettre à **l'écoute du peuple palestinien à travers ses organisations de défense et de résistance**. L'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), lors de sa création en 1964, avait proposé une solution précise à LA QUESTION PALESTINIENNE, solution qu'elle a reniée lors du XIX^e Conseil National Palestinien à Alger en 1989, et qu'elle a de nouveau trahie lors de la signature des Accords d'Oslo. Ce fut une trahison des clercs Palestiniens envers LA QUESTION PALESTINIENNE comme le souligne Khaled Mesh'al dans une entrevue (6). La récente décision du FPLP de quitter l'OLP s'explique dans ce contexte (7). La prétendue « unité nationale » entre le Hamas, qui dirige la résistance, et le Fatah qui dirige la capitulation est pour sa part incompréhensible (8).

Le Hamas et plusieurs autres organisations de résistance du peuple palestinien sont nées ou ont prospéré suite à cette trahison et à cause de cette trahison de la question nationale. Ils furent la réponse du peuple palestinien à cette trahison. La Charte de l'OLP n'était pas et n'est toujours pas obsolète dans ses principes ni dans sa ligne stratégique. Le Hamas n'a pas été créé par le Mossad contrairement à ce que prétend la propagande israélienne. Mohamed Al-Rantissi, frère de l'un des fondateurs du Hamas, a très bien décrit dans son livre intitulé « Survivre à Gaza » (9) la naissance de cette organisation dans l'adversité et la répression sioniste. Le Hamas a été créé pour reprendre le flambeau abandonné par l'OLP.

De bon droit le Hamas et d'autres organisations de la résistance, qui représentent ensemble la majorité du peuple palestinien, rejettent la décision du XIX^e Conseil National Palestinien ainsi que les Accords d'Oslo, ne reconnaissent pas l'entité sioniste et n'acceptent pas la cession de 80 % de la terre palestinienne à l'envahisseur sioniste, aux colonialistes.

Un militant pro-palestinien appuie et soutient les organisations de la résistance ainsi que les solutions que celles-ci proposent à LA QUESTION PALESTINIENNE. Il n'est pas de question de « un, deux ou trois États » qui tiennent. Tout ceci n'est que leurre. Il n'y a que LA QUESTION PALESTINIENNE et l'avènement d'un territoire palestinien totalement libéré du colonialisme sur l'ensemble de la Palestine historique qui importe. Sera-t-il démocratique, laïc ou musulman, républicain ou royaliste comme la Grande-Bretagne et la Suède, l'État régeant ce territoire libéré? Cette question ne concernera que les Palestiniens une fois leur territoire libéré du colonialisme et il y a encore beaucoup à faire avant ce jour.

Pour conclure, l'État palestinien sur tout le territoire de la Palestine historique adviendra-t-il dans vingt ans ou après 191 ans d'occupation comme il en fut de la destruction du Royaume Latin de Jérusalem érigé par Baudouin 1^{er} et les Croisés européens en 1100 de notre ère et libéré par les Mamelouks d'Égypte en 1291 ap. JC, nul ne saurait le dire avec certitude, mais il adviendra.

SAMIDOUN

(1) « Pourparlers directs et réconciliation nationale palestinienne ». 15.09.2010.

<http://www.robertbibeau.ca/palestine/edito15-09-2010.html>

(2) The Houston Conference on ONE DEMOCRATIC STATE ON PALESTINE. Houston, Texas. 22-24 2010. L'ordre du jour et la déclaration de Houston sont disponibles sur <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

(3) <http://www.robertbibeau.ca/palestine/Ghiles-Meilhac,%20Le%20Monde%20diplomatique%20et%20Israel.pdf> Ghiles-Meilhac. Éditions Le manuscrit. 2006. 259 pages.

(4) <http://www.robertbibeau.ca/palestine/edito20-09-2010.html>

(5) <http://libanresistance.blogspot.com/2010/09/le-comble-de-lhypocrisie.html>

(6) <http://ism-france.org/news/article.php?id=14380&type=analyse&lesujet=Interviews>

(7) <http://www.aloufok.net/spip.php?article2509>

(8) <http://www.aloufok.net/spip.php?article2519>

(9) http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=6159

SAMIDOUN

30.09.2010

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19